

Les approvisionnements d'énergie

bill n'a sûrement pas retenu l'attention de la Chambre plus longtemps que la plupart des autres grands projets.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a affirmé que l'opposition reproche au gouvernement de chercher à obtenir trop de pouvoirs. Nous ne sommes pas les seuls. Quelques ministériels ont une attitude semblable. En fait, il y a même des membres du cabinet qui ont affirmé la même chose.

M. Gillespie: Qui? Nommez-les.

M. Malone: On me demande de nommer les députés ministériels et même les membres du cabinet qui ont affirmé que le gouvernement recherchait trop de pouvoirs. Je veux bien le faire car en juillet 1974, nous avons voté une loi presque identique à l'exception de quelques dispositions secondaires. J'aimerais rappeler à nos vis-à-vis ce que le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) a dit du projet de loi à ce moment-là. Après m'avoir demandé de citer des noms, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources aimerait mieux ne pas écouter maintenant. Voici ce qu'a dit alors le ministre de l'Industrie et du Commerce à propos du projet de loi:

Qu'est-ce qui est en cause dans cette mesure législative? C'est la recherche du pouvoir, d'un pouvoir dictatorial, d'un pouvoir que seul un véritable socialiste soutiendrait, d'un pouvoir auquel seul un véritable socialiste pourrait être sensible, le pouvoir de priver l'individu de sa liberté.

M. DRURY: Et le contrôle des prix et des salaires?

M. HORNER (CROWFOOT): Le contrôle des prix et des salaires ne serait rien en comparaison du rationnement et du contrôle complet qu'entraînerait cette mesure législative.

Nous n'avons donc pas à nous sentir seuls, de ce côté de la Chambre, nous ne sommes pas les seuls à condamner ce projet de loi. Dans ses remarques préliminaires, le ministre de l'Industrie et du Commerce disait en outre:

... le ministre responsable de l'énergie tente depuis au moins quatre mois de créer un sentiment de crise au Canada.

C'est exactement ce que nous disons aujourd'hui. Ils essaient de faire accroire qu'il y a une crise. Savez-vous ce qu'est en fait cette crise? Ce sont les élections. Ils reviennent à la charge en invoquant les mêmes arguments qu'en 1974. Ce qui me réjouit dans cette affaire, c'est de voir qu'un ministre du cabinet partage l'avis de notre parti au sujet de ce projet de loi. Voici ce qu'il pensait de la tactique du gouvernement au sujet de ce bill en 1974:

Il n'a pas réussi à se gagner la sympathie des Canadiens et il tente de créer un problème dans l'espoir qu'il pourra s'adresser au peuple et gagner des élections grâce à une politique à court terme qu'il a mise au point.

Ils refont en 1979 ce qu'ils ont fait en 1974. Savez-vous ce que nous avons là? Un gouvernement qui ne fait que se singer lui-même. Ce qui a marché une fois pourrait fort bien marcher une autre fois, pensent-ils. Un gouvernement à court de politique n'hésite pas à s'abaisser à une telle fourberie en espérant que le tour pourrait bien les aider à se tirer d'affaire. Je trouve les commentaires du ministre de l'Industrie et du Commerce au sujet de ce bill très révélateurs:

Ce bill ne contient-il pas des articles qu'on pourrait négocier avec les premiers ministres?

Tout à l'heure, le ministre a déclaré que cette question n'était pas importante.

On voit là le défaut de tout ce petit jeu. Le gouvernement fédéral s'en est tenu à sa décision sans tenir aucun compte des désirs des provinces. Est-ce là une bonne attitude si l'on veut que la conférence des premiers ministres se déroule dans l'esprit voulu pour trouver des moyens de régler la crise de l'énergie que pourrait

connaître le Canada si les Arabes arrêtaient leurs livraisons de pétrole aux cinq provinces de l'Est?

En 1974, même un de leurs ministres exprimait alors les mêmes inquiétudes que celles que nous exprimons aujourd'hui. Il se préoccupait précisément du manque de stabilité pour ceux qui importent du pétrole dans l'Est du pays. Depuis longtemps le besoin se fait sentir d'acheminer le pétrole dans l'Est du pays. Depuis longtemps le besoin se fait sentir d'acheminer le pétrole de l'Ouest vers les marchés de l'Est. Les députés ministériels ont toujours porté un boulet qui les a empêchés d'agir en ce sens.

En tant que député venant d'une province de l'Ouest, je me souviens de l'angoisse qui régnait dans les localités des Prairies quand nous voulions vendre notre pétrole sur les marchés de l'Est et que nous ne pouvions le faire parce que le prix du pétrole du Venezuela était de un dollar moins cher le baril qu'il en aurait coûté pour acheminer le nôtre par un pipe-line d'Ouest en Est. Nous nous retrouvons dans la situation plutôt gênante où notre parti préconise encore le prolongement du pipe-line. Nonobstant le tintamarre qui vient de l'autre côté, la politique du chef du parti conservateur est d'assurer l'autonomie du Canada en matière d'énergie.

Tout ce que le gouvernement désire, c'est une mesure d'urgence au cas où les pays avec lesquels il traite deviendraient trop chancelants. Il veut pouvoir d'une certaine façon leur tenir tête, les avoir à sa main. La pénurie actuelle de pétrole n'est pas fortuite. La pénurie de pétrole sur la côte de l'Atlantique est attribuable à la politique du gouvernement.

Le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources peut montrer du doigt les députés de l'opposition officielle et affirmer que nous sommes les seuls à condamner certains aspects de cette mesure ou que nous sommes seuls, sans appuis et sans politique. Je lui répondrai que les éditoriaux que publient depuis quelques semaines les grands journaux du pays le contredisent. Je voudrais citer l'édition du samedi 10 mars 1979 du *Globe and Mail*. L'éditorial porte un titre magnifique: «Un tyran à Ottawa». Le présent bill ne devrait pas s'intituler mesure d'urgence sur les approvisionnements d'énergie, mais mesure d'urgence d'un tyran. J'en cite le premier paragraphe:

La mesure d'urgence sur les approvisionnements d'énergie est un bill que le gouvernement fédéral présente sous de faux prétextes. C'est un bill qui a été étudié à toute vapeur par le comité de la Chambre aux petites heures hier matin devant un flot de protestations des députés conservateurs et une attaque amère et justifiée du gouvernement de l'Ontario...

● (2040)

Eh bien, je suppose que le gouvernement se moque de l'opposition. Comme l'a dit le ministre de l'Industrie et du Commerce, les socialistes n'aiment pas l'opposition. J'imagine que l'opinion du premier ministre de l'Ontario importe peu elle aussi, puisqu'on ne l'a pas écoutée.

Je poursuis la lecture de l'éditorial:

Le premier ministre Lougheed de l'Alberta condamnait le projet de loi dans une lettre adressée au premier ministre Trudeau. Ce projet de loi se résume à de la tyrannie que nous imposent des amateurs, lesquels relèguent à l'arrière-plan tous les spécialistes.

De toute évidence, cela n'importait pas non plus aux yeux du gouvernement. En d'autres termes, la question de l'énergie dépendra entièrement des bureaucrates du Sud. A qui appartient-il de déclarer l'urgence? La décision appartient au gouvernement. Mais ce gouvernement aime à créer des urgences. Il en crée quand il croit que les élections approchent. Et c'est pourquoi nous nous retrouvons dans de pareilles situations